

Sommaire

Société

► **Les systèmes de santé en Algérie, au Maroc et en Tunisie : Défis nationaux et enjeux partagés / IPEMED**

► **The Future of Work in Advanced Economies, MGI**

Sciences & Techniques

► **Green Growth Technology and Innovation / Banque Mondiale**

► **The Grown-Up BRIC: Innovation & Brand Expansion in Brazil/ Thomson Reuters**

Economie

► **Emerging economies in 2020: a New World? / Crédit Agricole**

Environnement

► **Perspectives de l'environnement à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction/ OCDE**

► **Rapport sur les politiques alimentaires mondiales / IFPRI**

Politique

► **Horizons stratégiques, l'avenir géopolitique à 30 ans / La Délégation aux Affaires Stratégiques du Ministère de la Défense français**

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : contact@ires.ma

◆◆◆ SOCIETE

► **Les systèmes de santé en Algérie, au Maroc et en Tunisie : Défis nationaux et enjeux partagés / Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (Ipemed), 2012**
Source : http://www.ipemed.coop/adminIpemed/media/fich_article/1336128563_LesNotesIPEMED_13_Sante_avril2012.pdf

Tags : Société | Santé | Politiques publiques | Maghreb |

L'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (Ipemed) a élaboré un rapport dans lequel il dresse un état des lieux des politiques de santé au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Le rapport propose, également, des recommandations dans le but de renforcer l'efficacité du système de santé dans les trois pays examinés.

Selon le rapport, les pays maghrébins constituent certes, une unité géopolitique, culturelle et sociale homogène. Toutefois, leurs systèmes de santé ont évolué à des rythmes différenciés liés notamment aux orientations de politiques publiques entreprises ces cinq dernières décennies. Aujourd'hui, ces pays se trouvent exposés à de nouveaux défis communs dont notamment le vieillissement de leur population et l'accroissement des nouvelles pathologies émergentes, à savoir les maladies cardiovasculaires, les maladies chroniques et dégénératives et les cancers.

Le rapport met en exergue trois enjeux majeurs qui pourraient façonner le système de santé dans ces trois pays. Le premier porte sur l'accès aux soins, le second a trait à la régulation entre les secteurs public et privé et le troisième est relatif au financement du système de santé.

Concernant l'accès aux soins, les trois pays enregistrent des indicateurs clés préoccupants en termes de mortalité infantile, de mortalité maternelle, de persistance des inégalités géographiques et de revenu ayant trait à l'accès aux soins ainsi que les difficultés en matière de qualité des soins offerts. Le rapport souligne que les disparités ne sont pas que d'ordre territorial. Bien au contraire, elles recouvrent aussi des décalages entre les domaines médicaux. Plusieurs spécialités et disciplines (médecine légale et médecine du travail) sont en sous-effectif.

S'agissant de la régulation des secteurs privé et public de la santé, le rapport relève que dans les trois pays on assiste à l'évolution partielle de la répercussion partielle du financement de la dépense de santé sur les ménages (une part qui dépasse 40% de la dépense globale de santé). Au niveau du secteur public, de nombreux dysfonctionnements persistent, ce qui contraint la population à recourir au secteur privé de la santé alors même que celui-ci n'est pas conventionné et que la répartition de l'offre privée se caractérise elle aussi par un déséquilibre territorial important.

Pour pallier ces insuffisances, la mise en œuvre d'un régime d'assurance maladie intégrant tous les acteurs du système de soins, selon une approche solidaire, s'avère d'une grande nécessité.

Aujourd'hui, l'exigence d'une meilleure gouvernance des services publics et d'une plus grande reddition de compte font que les pays du Maghreb font face à des attentes de plus en plus élevées de la part des citoyens pour un accès de proximité aux soins dans de meilleures conditions en termes de qualité et de coût.

Le rapport d'Ipemed identifie plusieurs axes de réformes du système de santé dans les trois pays maghrébins. Il s'agit, tout d'abord, de considérer la santé comme un droit humain fondamental et de mettre la santé au cœur des véritables enjeux des politiques publiques. De plus, le rapport met l'accent sur la nécessité de renforcer le caractère solidaire des systèmes de santé et de les inscrire dans le cadre des politiques sectorielles, en tenant compte des déterminants de la santé tels que : la nutrition, l'habitat, l'éducation et l'environnement.

► The Future of Work in Advanced Economies/ McKinsey Global Institute, 2012

Source:

[http://www.mckinsey.com/Insights/MGI/Research/Labor Markets/Future of work in advanced economies](http://www.mckinsey.com/Insights/MGI/Research/Labor%20Markets/Future%20of%20work%20in%20advanced%20economies)

Tags : Société| Emploi | Economies avancées | Tendances|

Ce rapport de l'Institut McKinsey dresse les principales difficultés du marché de travail dans les pays développés et propose quelques solutions pour y remédier.

Le rapport a mis en relief les principales tendances structurelles qui affecte le marché de travail. La première tendance est relative à la nature de l'emploi qui s'est progressivement transformée au profit des emplois interactifs (avocats, médecins, managers, ...) : Aux Etats-Unis d'Amérique, entre 2000 et 2010, plus de cinq millions d'emplois interactifs ont été créés. En revanche, trois millions d'emplois relevant des secteurs de production ont été détruits.

La seconde tendance a trait à la précarité de l'emploi, qui est devenue fortement corrélée au chômage et à la flexibilité du marché de travail. Dans les économies avancées, depuis les années 1990, les temps partiels et les contrats à durée déterminée ont augmenté de 1,5 à 2 fois plus vite que les contrats à durée indéterminée.

Par ailleurs, les disparités géographiques entre la main d'œuvre disponible et celle nécessaire ne cessent de s'accroître. Celles-ci sont illustrées par une abondance de la main d'œuvre dans les pays du Sud et un besoin très ressenti de travailleurs qualifiés dans les pays du Nord. Dans ce contexte, les compétences deviennent un enjeu de taille pour le marché de l'emploi de demain. Les moins diplômés seraient les plus exposés aux risques du chômage.



Ainsi, le taux de chômage des jeunes sans baccalauréat a augmenté de 7% en Espagne, et de 3% en Royaume Uni en 2011, alors que le taux de chômage des titulaires de diplômes supérieurs relevant de ces pays a régressé de 2% durant la même période.

Les jeunes représentent des pôles de compétences largement sous-exploités dans les pays développés. Aux États-Unis, plus de six millions de jeunes (16 - 24 ans) ne sont pas sur le marché du travail, coûtant ainsi environ 100 milliards de dollars américains à l'Etat. Les femmes sont, également, sous-employées dans les pays développés alors qu'elles pourraient pallier une partie du besoin de main-d'œuvre qualifiée.

Enfin, le rapport propose quelques solutions destinées aux pouvoirs publics et aux entreprises pour résoudre les déséquilibres du marché de travail. Il recommande aux gouvernements d'augmenter la demande par des politiques de relance (utilisation de stabilisateurs économiques, investissements...), de baser la stratégie économique sur le capital humain (éducation et formation) et de favoriser la création d'entreprises et la mobilité professionnelle via des incitations fiscales.



◆◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **Green Growth, Technology and Innovation** / Banque Mondiale, 2012

Source: http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDS/IB/2012/02/13/000158349_20120213090547/Rendered/PDF/WPS5932.pdf

Tags : Sciences & Techniques | Technologies | Technologies vertes | Innovation |

Les technologies vertes bénéficient depuis une décennie d'une place de choix dans les politiques de soutien à l'innovation, stimulées par l'intérêt porté aux énergies renouvelables et à la lutte contre le changement climatique.

Le rapport de la Banque Mondiale explore l'évolution, depuis le début des années 1990, d'un ensemble de techniques relevant des énergies renouvelables et de l'environnement et ce par référence aux brevets déposés aux pays développés.

Entre 1991 et 2010, la majorité des brevets en matière d'innovation et de techniques nouvelles a été l'œuvre des pays développés. S'agissant des inventions relatives aux technologies vertes, 60% sont originaires du Japon, de l'Allemagne et des États-Unis. La Chine figure parmi les dix pays les plus innovants dans ce domaine. La part des autres pays en développement dans les brevets mondiaux reste encore marginale. L'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Malaisie et la Hongrie représentent 80 % de l'ensemble des brevets déposés par les pays en développement entre 2006 et 2010. Les énergies solaire et éolienne et les techniques d'injection de carburant constituent les principaux domaines d'invention dans la plupart des pays examinés.

Le rapport a mis en relief les politiques d'incitation à l'innovation qui peuvent contribuer au développement des technologies propres dans les pays en développement. Il s'agit notamment de la formation et de la Recherche-Développement (R&D) et les fonds d'amorçage pour accompagner les projets innovants. Non moins important, les accords internationaux, comme le mécanisme de développement propre du protocole de Kyoto, peuvent aussi contribuer à promouvoir l'innovation.



► **The Grown-Up BRIC: Innovation & Brand Expansion in Brazil** / Thomson Reuters, 2012

Source : http://trademarks.thomsonreuters.com/sites/default/files/rsrc_assets/docs/TR%20Brazil%20Report%202012_FINAL_022012.pdf

Tags : Sciences & Techniques | Innovation | Brevets | Propriété intellectuelle | Brésil |

Le Brésil est le cinquième pays du monde par sa taille géographique et le sixième par son poids économique (selon le Centre for Economics and Business Research). Il est désormais une grande puissance aux dynamiques sociales et territoriales en évolution constante. Ce pays est devenu aujourd'hui un modèle en matière d'innovation, d'extension de marque et de protection de la propriété intellectuelle.

Le présent rapport révèle que le marché brésilien offre d'importantes opportunités pour l'investissement international. Grâce à son système de propriété intellectuelle stable et à son respect de la protection des marques, le Brésil constitue une destination de choix fiable pour les entreprises souhaitant étendre leurs opérations à l'international.

Le nombre total des brevets déposés au Brésil a augmenté de 64% entre la période 2001 et 2010 et ce, malgré le ralentissement de son taux de croissance économique, sous l'effet de la crise financière mondiale.

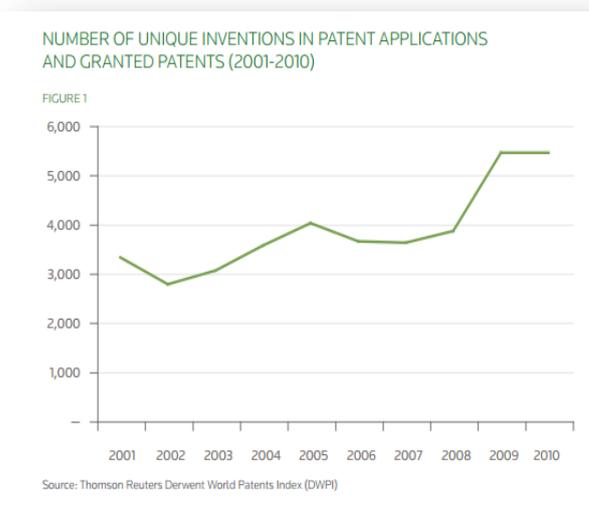
Entre 1990 et 2010, le Brésil a enregistré une croissance record de 200% en termes de marques déposées. Une croissance constatée particulièrement dans les secteurs de la publicité, des produits médicaux, du textile et du tourisme.

Par ailleurs, les domaines technologiques de pointe, à l'instar de la nanotechnologie, la microélectronique et la biotechnologie, sont des secteurs à forte croissance au Brésil et ont un impact

important en matière de création d'emplois hautement qualifiés et de valeur ajoutée.

S'agissant de la recherche scientifique, le Brésil représente environ la moitié de la production scientifique en Amérique-Latine et son poids dans la production scientifique mondiale est en forte progression (13ème rang).

Enfin, le rapport révèle que 27% des brevets brésiliens sont détenus par des universités qui connaissent d'importantes évolutions liées à la massification et à l'internationalisation de l'enseignement supérieur, comme conséquence directe des initiatives du gouvernement brésilien qui vise à renforcer son potentiel de formation supérieure et de recherche en rapport avec les besoins et les enjeux industriels de demain.





ENVIRONNEMENT

OECD Environmental Outlook to 2050: The Consequences of Inaction/

The Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2012

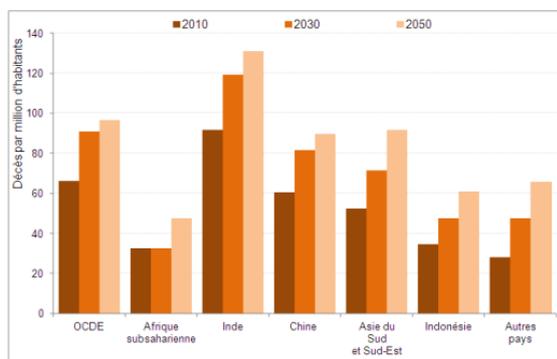
Source:

http://www.oecd.org/document/11/0,3746,en_2649_37465_49036555_1_1_1_37465,00.html

Tags : Environnement | Changement climatique | Prospective |

Ce rapport de prospective, basé sur les travaux de modélisation menés conjointement par l'OCDE et l'Agence d'Évaluation Environnementale des Pays-Bas (PBL), analyse les principales tendances environnementales à l'œuvre ainsi que leurs répercussions sur quatre grands enjeux environnementaux : le changement climatique, la biodiversité, l'eau et les effets de la pollution de l'environnement sur la santé.

A l'horizon 2050, le changement climatique serait la principale menace au maintien de la biodiversité terrestre, conduisant à des dommages irréversibles ou à des atteintes graves aux conditions de vie et de développement des sociétés. La pollution atmosphérique deviendrait la principale cause de mortalité à l'échelle mondiale suivie du déficit d'assainissement, de l'eau insalubre et d'accès aux moyens d'hygiène de base.



Note : la région Asie du Sud et du Sud-Est ne comprend pas l'Inde et l'Indonésie.

A cet horizon, la population mondiale devrait atteindre près de 9 milliards d'habitants, soit 2 milliards de plus par rapport à aujourd'hui. Cet accroissement démographique ferait exploser les besoins alimentaires et énergétiques de 80% et engendrerait une croissance de la population urbaine de 70%.

Les experts notent que la balance entre l'offre et la demande alimentaire serait modifiée par le changement des habitudes de consommation. Avec l'augmentation de l'espérance de vie, couplée aux progrès scientifiques, les modes de consommation auraient de plus en plus tendance à s'uniformiser. Une plus grande proportion de la population mondiale exigerait l'accès à des alimentations riches et variées. Mais, les concurrences pour les terres arables, l'eau et l'énergie s'intensifieraient, contribuant ainsi à la dégradation massive de l'environnement.

A l'horizon 2050, les besoins énergétiques devraient se multiplier par 2,3 en Asie, 1,9 en Amérique latine et dans les Caraïbes, et 5,3 en Afrique, tandis que l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient devraient voir leurs besoins en énergie se multiplier par 2,5 à 3.

S'agissant de la demande mondiale en eau, le rapport prévoit une augmentation d'environ 55 %, sous l'effet de la hausse de la demande du secteur manufacturier, ce qui mettrait en péril l'approvisionnement en eau à usage agricole et dans plusieurs régions. L'épuisement des eaux souterraines pourrait devenir la plus grande menace pesant sur l'agriculture.

Afin d'assurer une véritable transition environnementale, le rapport propose quelques recommandations de politiques publiques à même d'infléchir les tendances à l'œuvre qui pourraient remettre en cause les acquis des deux siècles d'amélioration des niveaux de vie, et recommande la mise en place d'une approche globale, pro-active en matière d'internationalisation des dommages causés à l'environnement à travers les écotaxes et les quotas.



Il préconise, également, la valorisation économique des services environnementaux, la conception de réglementations et de normes plus efficaces, notamment en matière de santé humaine, et l'encouragement de l'innovation verte.

► **Rapport sur les politiques alimentaires mondiales** / International Food Policy Research Institute (IFPRI), 2012

Source:

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc72afr.pdf>

Tags : **Environnement** | **Politiques alimentaires** | **Agriculture** |

A travers ce rapport, l'IFPRI analyse les grands défis et les développements entrepris en matière des politiques alimentaires à l'échelle mondiale.

Des gains significatifs ont été enregistrés ces dernières années en termes de réduction à l'échelle mondiale de la pauvreté, de développement du secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et ce en dépit des impacts relatifs aux phénomènes météorologiques extrêmes exacerbés par le changement climatique et la crise financière en Europe et aux États-Unis, passant par les troubles sociaux et les conflits qui ne cessent de menacer la sécurité alimentaire des populations pauvres.

L'agriculture figure désormais au premier plan des priorités de l'agenda international. En Afrique, en particulier, plusieurs pays ont adopté des plans nationaux d'investissement ambitieux visant à moderniser le secteur agricole et à renforcer sa contribution à la sécurité alimentaire. Dans ces pays, 10% du budget national est consacré à l'agriculture en vue d'atteindre un taux de croissance annuel de la production agricole de 6%.

Par ailleurs, les cours des prix alimentaires demeurent élevés et volatiles et ce, du fait de l'augmentation des cours de pétrole, des politiques favorisant l'expansion de la production de biocarburants,

l'aggravation des aléas climatiques ainsi que l'essor de la demande en provenance des économies émergentes fortement présentes sur la scène alimentaire internationale.

Le rapport souligne l'importance de relever les questions de sécurité alimentaire au rang des priorités de l'agenda mondial et de renforcer le rôle fondamental de l'agriculture dans la durabilité économique, sociale et environnementale. Il recommande, également, de renforcer l'efficacité de la gouvernance mondiale pour pallier aux problèmes de l'agriculture de la nutrition et de la santé.



► **Horizons stratégiques, l'avenir géopolitique à 30 ans** / La Délégation aux Affaires Stratégiques du Ministère de la Défense français, 2012

Source : <http://www.defense.gouv.fr/das/reflexion-strategique/prospective-de-defense/articles-prospective/horizons-strategiques>

Tags : **Politique** | **Sécurité** | **Défense** | **Stratégie** | **Prospective** | **Tendances** | **France** |

Ce rapport de prospective géostratégique, élaboré par la Délégation aux Affaires Stratégiques du Ministère français de la Défense, explore l'évolution des grandes tendances qui façonneraient le système international à l'horizon 2040 et vise à préparer les choix stratégiques de la France en matière de politique de défense.

Le rapport met en avant trois tendances de fond, en l'occurrence :

- **La fin de la domination occidentale :**

Les 30 prochaines années seraient marquées par une transition géopolitique annonçant le déclin du monde unipolaire. Les États-Unis n'occuperaient plus le premier rang en termes de puissance économique mondiale. Néanmoins, ils devraient encore rester la puissance militaire prééminente. L'Europe,



quant à elle, confrontée à une stagnation démographique, à des perspectives économiques difficiles et à une baisse substantielle de ses ressources militaires, pourrait voir son influence décliner. Face à l'émergence de nouvelles grandes puissances sur l'échiquier mondial (Chine, Inde, Brésil) ou à dimension régionale (Afrique du Sud, Indonésie, Turquie), le basculement du centre de gravité du monde vers l'Est constituerait la mutation politico-stratégique la plus déterminante des décennies à venir.

- **L'accélération de la mondialisation :**

La mondialisation devrait s'intensifier au cours des trois prochaines décennies portée notamment par la forte explosion des échanges commerciaux, des flux transnationaux de capitaux. L'accélération du rythme des innovations technologiques et scientifiques devrait également se poursuivre. Les années à venir pourraient connaître de nouvelles révolutions de grande envergure. Toutefois, le rapport souligne que si la mondialisation pourrait s'imposer comme une source de croissance à l'échelle mondiale, elle pourrait aussi être porteuse de vulnérabilités. L'accroissement des déséquilibres générés par la mondialisation

constituerait une source de tensions et d'instabilité accrues.

- **Une période de transition géopolitique marquée par une instabilité et une volatilité croissantes**

En l'absence d'un dispositif vigoureux de régulation, les recompositions géopolitiques et géostratégiques, dans un espace de plus en plus globalisé et interdépendant, pourraient s'accompagner d'une montée progressive des tensions et d'une augmentation de la conflictualité, tant à travers le risque de confrontations intra- ou interétatiques qu'en raison de la progression des menaces asymétriques.

Sur la base de l'analyse de ces tendances lourdes qui se profilent à l'horizon, ce rapport a permis de dégager le jeu des acteurs internationaux, les évolutions et les facteurs d'incertitude, pour tenter de dessiner les contours du monde de demain, de déceler l'émergence de phénomènes nouveaux, d'éventuelles ruptures et d'envisager des scénarios possibles et ce, dans la perspective d'adapter la défense de la France de demain au nouveau contexte stratégique et lui assurer une autonomie industrielle et technologique apte à construire ses engagements militaires futurs.



INDEX DES TAGS

A

Agriculture 7

B

Brésil 4

C

Changement climatique 6

D

Défense 7

E

Economie 5

Economies avancées 2

Economies émergentes 5

Emploi 2

Environnement 7

F

France 7

I

Innovation 3, 4

M

Maghreb 1

P

Politique 7

Politiques alimentaires 7

Politiques publiques 1

Propriété intellectuelle 4

Prospective 6, 7

S

Santé 1

Sciences & Techniques 2, 3, 4

Sécurité 7

Société 1, 2

Stratégie 7

T

Technologies vertes 3

Tendances 2, 7

